



Centrale d'achats des CROUS

Cahier des clauses particulières – Marché national de fourniture de matériels électriques à usage professionnel

Appel d'offres ouvert n° 2025002

Remise des offres : 17/03/2025 à 12h00



Table des matières

Article 1	Identification des parties contractantes.....	5
Article 2	Objet et caractéristiques de l'accord-cadre	6
Article 2.1	Objet de l'accord-cadre	6
Article 2.2	Nomenclature des prestations - Classification CPV.....	6
Article 2.3	Généralités	7
Article 2.4	Allotissement.....	7
Article 2.5	Lieux d'exécution.....	7
Article 2.6	Forme et modalités de financement de l'accord-cadre	8
Article 2.7	Durée et date de début de l'accord-cadre	9
Article 2.8	Montant de l'accord-cadre.....	9
Article 2.9	Financement de l'accord-cadre.....	9
Article 2.10	Modifications de l'accord-cadre.....	10
Article 3	Pièces contractuelles du marché public	10
Article 4	Obligations du titulaire	11
Article 4.1	Obligation de résultat.....	11
Article 4.2	Obligations diverses liées à l'organisation, au contrôle et à la continuité du service	12
Article 4.3	Service de conseil et d'assistance.....	13
Article 4.4	Transport et distribution	13
Article 4.5	Confidentialité.....	13
Article 4.6	Assurance	13
Article 4.7	Obligations relatives à la sous-traitance	14
Article 5	Modalités d'émission des bons de commande et des bons de livraison	15
Article 5.1	Bon de commande	15
Article 5.2	Bon de livraison	15
Article 5.3	Documents à fournir	16
Article 6	Description des prestations.....	16
Article 6.1	Modalités de livraison	16
Article 6.2	Obligations respectives liées à la livraison	17



Article 6.3	Conditionnement des palettes	18
Article 6.4	Garanties des vices cachés	19
Article 7	Spécificités techniques	19
Article 7.1	Normes et spécifications techniques à respecter	19
Article 7.2	Spécificités des produits	23
Article 7.3	Emballage	23
Article 7.4	Étiquetage	24
Article 7.5	Maîtrise des risques sanitaires	24
Article 7.6	Mesures de prévention et recommandations	25
Article 7.7	Engagement sur les marques et produits	25
Article 7.8	Evolutions et mises en conformité	26
Article 7.9	Fiche technique	26
Article 8	Modalités de contrôle, suivi et relations commerciales	27
Article 8.1	Suivi de l'accord-cadre	27
Article 8.2	Le portail électronique de commandes du titulaire	27
Article 8.3	Suivi de l'exécution du marché	28
Article 8.4	Contrôles et vérifications exercés par chaque adhérent	29
Article 8.5	Contrôles et vérifications exercés par la Centrale d'achats	29
Article 8.6	Encadrement des relations commerciales	30
Article 8.7	Portée des clauses du présent CCP	30
Article 9	Les pénalités et réfections	31
Article 10	Prix de l'accord-cadre	31
Article 10.1	Référence et consistance des prix	31
Article 10.2	Contenu des prestations et achat sur catalogue	31
Article 10.3	TVA	32
Article 10.4	Forme des prix	32
Article 10.5	Relance annuelle et validité des prix	32
Article 11	Modalités de règlement, facturation, délais de paiement et intérêts moratoires	33
Article 11.1	Date de formation des prix et facturation	33



Article 11.2	Facturation électronique obligatoire.....	34
Article 11.3	Délais de règlement	35
Article 11.4	Intérêts moratoires	35
Article 11.5	Avances	36
Article 11.6	Acomptes	36
Article 11.7	Cession ou nantissement de créance	37
Article 12	Principes et motifs de résiliation	37
Article 12.1	Motifs de résiliation	37
Article 12.2	Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	37
Article 12.3	Résiliation pour motif d'intérêt général	38
Article 13	Droit, langue, monnaie et juridiction applicable en cas de litige	38
Article 14	Dérogations au CCAG-FCS	39

Article 1 Identification des parties contractantes

L'acheteur public est la Centrale d'achats des Crous, représentée par sa Directrice générale, Madame Marjorie BRETELLE, nommée par le pouvoir adjudicateur en la personne de la Présidente du Centre national des œuvres universitaires et scolaires, Madame Bénédicte DURAND.

En application de l'article R. 822-3 du Code de l'éducation tel que modifié par l'article 1er du décret du 29 juillet 2016 relatif aux missions et à l'organisation des œuvres universitaires, le centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS), établissement public à caractère administratif, a décidé, dans les conditions prévues par la réglementation des marchés publics, de constituer une Centrale d'achat chargée de passer des marchés publics, conclure des accords-cadres ou acquérir des fournitures ou services pour le compte des centres régionaux, des établissements d'enseignement supérieur, des organismes de recherche et des autres organismes publics accueillant des publics pouvant bénéficier des prestations et services fournis par le réseau tel que défini à l'article R. 822-1 du Code de l'éducation.

Les statuts de la Centrale d'achats ont été votés lors du Conseil d'Administration du CNOUS du 09 février 2017.

La Centrale d'achats des Crous obéit par ailleurs aux dispositions prévues par les articles L. 2113-2 à L. 2113-5 du Code de la commande publique.

Les acheteurs bénéficiaires (ci-après « adhérents ») du présent accord-cadre sont :

- ❖ Le Crous Aix-Marseille-Avignon,
- ❖ Le Crous Amiens Picardie,
- ❖ Le Crous Bordeaux-Aquitaine,
- ❖ Le Crous Bourgogne-Franche-Comté,
- ❖ Le Crous Clermont Auvergne,
- ❖ Le Crous Créteil,
- ❖ Le Crous Grenoble Alpes,
- ❖ Le Crous Lille Nord Pas-de-Calais,
- ❖ Le Crous Limoges,
- ❖ Le Crous Lyon,
- ❖ Le Crous Lorraine,
- ❖ Le Crous Montpellier-Occitanie,
- ❖ Le Crous Nantes Pays de la Loire,
- ❖ Le Crous Nice-Toulon,
- ❖ Le Crous Normandie,
- ❖ Le Crous Orleans-Tours,
- ❖ Le Crous Paris,
- ❖ Le Crous Poitiers,
- ❖ Le Crous Reims,



- ❖ Le Crous Rennes Bretagne,
- ❖ Le Crous Strasbourg,
- ❖ Le Crous Toulouse-Occitanie,
- ❖ Le Crous Versailles,
- ❖ HEC,
- ❖ ESCP BUSINESS SCHOOL,
- ❖ CESFO,
- ❖ CCIP,
- ❖ INSPE,
- ❖ ENSP ;

En sa qualité de Centrale d'achats, d'autres établissements pourront adhérer en cours de marché et bénéficier de ses conditions.

Article 2 Objet et caractéristiques de l'accord-cadre

Article 2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet de fournir à l'ensemble des adhérents de la Centrale d'achats des prestations de fourniture de matériels électriques à usage professionnel.

Article 2.2 Nomenclature des prestations - Classification CPV

Les classifications CPV de l'accord-cadre sont les suivantes :

31500000-1	Appareils d'éclairage et lampes électriques.
31600000-2	Matériel électrique
31527300-9	Éclairage domestique.
31000000-6	Machines, appareils, équipements et consommables électriques, éclairage
31422000-0	Groupes de batteries

Article 2.3 Généralités

Le présent marché intègre une série de prestations indispensables à son exécution et qui sont les suivantes :

- ❖ Réception des commandes ;
- ❖ Traitement des commandes ;
- ❖ Transport, acheminement et remise des commandes aux destinataires et aux différents points de livraison ;
- ❖ Suivi de la bonne exécution du marché ;
- ❖ Formations d'optimisation à l'utilisation des produits, y compris par vidéos ;
- ❖ Animations et promotions.

Les produits et articles concernés par les commandes sont indiqués dans l'annexe financière DQE et catalogue du titulaire fournis.

Le titulaire est tenu de fournir les produits et articles indiqués de son catalogue. Le titulaire est tenu de respecter les éléments sur la base desquels il s'est engagé dans le cadre de réponse technique.

Le titulaire est tenu de fournir des produits et articles en conformité avec les fiches techniques exigées.

Le titulaire est tenu de fournir les produits et articles aux prix renseignés dans son catalogue transmis. Celui-ci tiendra compte de la remise consentie.

Les prestations sont décrites de manière plus détaillée aux articles suivants du présent CCP.

Article 2.4 Allotissement

Par dérogation aux articles L. 2113-10 et R. 2113-1 et suivants du code de la commande publique, le présent marché est non alloti. L'allotissement rendrait les prestations plus coûteuses pour l'acheteur.

Article 2.5 Lieux d'exécution

La liste des lieux d'exécution comprend l'ensemble des points de livraison des différents adhérents recensés à l'annexe n°1 du présent CCP intitulée « Liste des points de livraison ». Cette liste est amenée à évoluer.

Les adhérents communiqueront aux titulaires tout nouveau point de livraison durant l'exécution du présent marché. Cette liste sera donc à mettre à jour par le titulaire.

Article 2.6 Forme et modalités de financement de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu conformément aux dispositions des articles R.2162-1 à R.2162-12 du Code de la commande publique. Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaire exécuté par l'émission de marchés subséquents.

L'accord-cadre est attribué à trois opérateurs économiques, sous réserve d'un nombre suffisant de soumissionnaires qualifiés, répondant aux critères d'attribution.

Les opérateurs économiques retenus à l'issue de l'analyse des offres devront paramétrer l'interfaçage avec la solution Punch Out de la Centrale, qu'ils soient ou non titulaires du premier marché subséquent.

Les marchés subséquents sont attribués aux titulaires de l'accord-cadre après remise en concurrence annuelle systématique pendant la durée du marché. L'article R.2162-10 du code de la commande publique, admet une organisation définie de la remise en concurrence des marchés subséquents :

- ❖ Ainsi, la Centrale d'achats sollicitera par écrit tous les titulaires concernés ;
- ❖ Puis, elle fixera un délai raisonnable de 2 mois pour permettre à la soumission des offres d'être réalisée de la manière la plus pérenne possible, en tenant compte de la complexité des prestations et du temps requis pour la transmission des documents ;
- ❖ Elle s'assurera de la conformité des offres, en vérifiant notamment si elles respectent les caractéristiques définies dans l'accord-cadre et les documents spécifiques au marché subséquent ;
- ❖ Elle attribuera enfin, le marché subséquent au titulaire ayant proposé l'offre économiquement la plus avantageuse, selon les critères précisés dans l'accord-cadre.

L'attribution de l'accord-cadre ne constitue pas, en elle-même, un engagement à passer des marchés subséquents. Les engagements contractuels ne naissent qu'à l'émission et à la signature des marchés subséquents par le pouvoir adjudicateur et le titulaire.

Chaque marché subséquent est exécuté conformément aux clauses prévues dans l'accord-cadre, complétées par les dispositions spécifiques propres au marché concerné.

L'accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Chaque marché subséquent est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la commande publique.

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire qui précisent celles des prestations, décrites dans l'accord-cadre, dont l'exécution est demandée et en déterminent la quantité.

Article 2.7 Durée et date de début de l'accord-cadre

L'accord-cadre est passé pour une période de 48 mois, à compter de la date de notification et se terminera le 30 juin 2029.

Chaque marché subséquent est passé pour une durée de 12 mois.

Aucun marché subséquent ne peut être émis après la date de fin de validité de l'accord-cadre.

L'article R.2162-5 du Code de la commande publique prévoit que les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée du marché subséquent auquel ils se rattachent.

Un bon de commande pourra s'exécuter dans un délai maximum de 15 jours après la date de fin de chaque marché subséquent. Ainsi, les commandes passées avant la fin de l'exécution de l'accord-cadre ne pourront avoir un délai de livraison ultérieur à ce délai.

Article 2.8 Montant de l'accord-cadre

L'accord-cadre ne fixe pas, dès sa conclusion, la quantité exacte de prestations à réaliser. Les marchés subséquents préciseront les quantités et le détail des prestations à exécuter.

Montant maximum annuel € HT
8 500 000 €

A titre indicatif et non contractuel, le montant estimatif annuel des dépenses est de 2 800 000 € HT.

Les prévisions ci-dessus ne sont données qu'à titre indicatif et ne sont calculés que suite à un recensement partiel des adhérents.

Article 2.9 Financement de l'accord-cadre

L'accord-cadre est financé à partir des fonds propres de chacun des adhérents de la Centrale d'achats.

Article 2.10 Modifications de l'accord-cadre

Qu'elles soient apportées par voie conventionnelle ou unilatéralement les modifications impactant le présent marché ne peuvent changer sa nature globale.

Modification en cours d'exécution du marché :

Conformément aux dispositions combinées des articles L2194-1 et R2194-2 et suivants du Code de la commande publique, le présent marché pourra faire l'objet de modifications par le biais d'avenants dans les cas suivants :

- ❖ Des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- ❖ Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- ❖ Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial du marché ;
- ❖ Les modifications ne sont pas substantielles ;
- ❖ Les modifications sont de faible montant.

Pouvoir de modification unilatérale :

Conformément à l'article L2194-2 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut apporter unilatéralement une modification à un contrat administratif soumis au Livre 1er de la 2ème Partie du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions combinées du 4° de l'article L6 et de l'article L2194-2 du Code de la commande publique, lorsque le pouvoir adjudicateur use de ce pouvoir de modification unilatéral, le titulaire a droit au maintien de l'équilibre financier du contrat.

Article 3 Pièces contractuelles du marché public

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, l'accord-cadre est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous, par ordre de priorité décroissant.

- ❖ L'acte d'engagement ATTR1, transmis par la Centrale d'achats à l'opérateur économique ou au groupement d'opérateurs économiques auquel il a été envisagé d'attribuer l'accord-cadre et ses annexes :
 - L'annexe 1 : Annexe financière ;
 - L'annexe 2 : Cadre de Réponse Technique (C.R.T.) ;
 - L'annexe 3 : Données Fournisseur à compléter (Fiche synthétique) ;
- ❖ Le catalogue avec remises applicables en format Excel ;
- ❖ Une annexe financière (DQE) ;

- ❖ Le cahier des clauses particulières (CCP) et ses annexes, pour l'ensemble des lots :
 - L'annexe n°1 : « Liste des points de livraison » ;
 - L'annexe n°2 : « pénalités » ;
 - L'annexe n°3 : « agents comptables » ;
 - L'annexe n°4 : « manuel utilisation – fiche non-conformités - BNA fournisseurs » ;
 - L'annexe n°5 : « charte graphique » ;
 - Les copies des certifications précisés au CRT ;
 - Les bons de commande ;
 - Un éventuel mémoire technique du titulaire fourni en complément qui devra être succinct.

Pièce générale :

- ❖ Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 1er avril 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés de fournitures courantes et de services ;

Article 4 Obligations du titulaire

Article 4.1 Obligation de résultat

La prise en charge des prestations définies au présent marché constitue un contrat avec obligation de résultat.

Les titulaires s'engagent :

- ❖ A fournir, de manière continue et sans interruption, des produits de bonne qualité et répondant aux besoins des utilisateurs ;
- ❖ A assurer la réception, le traitement et la livraison des commandes de l'ensemble des produits faisant l'objet du présent marché. Le titulaire est également responsable des opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement ;
- ❖ A livrer des produits qui répondent aux spécifications, normes et prescriptions prévues par les lois, règlements et décisions en vigueur au jour de la commande en ce qui concerne leur appellation, dénomination, origine, état, qualité, composition, conditionnement, présentation, emballage, étiquetage et transport ;

- ❖ A faire des offres régulières, acceptables et appropriées lors de la sollicitation pour les bons de commande ;
- ❖ A conseiller en premier lieu, pour toute commande d'un produit issu du catalogue, à la personne chargée des commandes, un produit équivalent issu du catalogue ;
- ❖ A traiter et à répondre, à l'aide de l'annexe n°4 « manuel utilisation – fiche non-conformités - BNA fournisseurs » du présent CCP aux non-conformités qui leur sont adressées.

Article 4.2 Obligations diverses liées à l'organisation, au contrôle et à la continuité du service

Les titulaires s'engagent :

- ❖ A assumer, sous leur responsabilité exclusive, dans leurs locaux, lieux de stockage et camions de livraison, au sein des locaux des adhérents, l'hygiène, l'organisation du travail, la discipline, le respect des consignes, l'administration et la bonne tenue de leur personnel ;
- ❖ A contrôler régulièrement le bon déroulement de la mission qui leur est confiée, et le respect des consignes données à leur personnel ;
- ❖ A assurer la permanence de ses prestations, de telle façon que la mission, objet du présent accord-cadre, soit parfaitement remplie ;
- ❖ A faire en sorte que leurs interventions ne provoquent aucune gêne des occupants, de service, ni désordre dans les locaux ;
- ❖ A prévenir la Centrale d'achats ainsi que l'ensemble des adhérents et en priorité les établissements devant être livrés, de toutes ruptures de stock sur un produit ;
- ❖ A appliquer, si possible, pour la traçabilité des produits, des étiquettes facilement détachables (type vignettes ou équivalent) résistantes à l'eau et indéchirables.

Les titulaires ne peuvent se prévaloir, pour éluder les obligations du présent accord-cadre, ou pour élever une réclamation, des sujétions qui peuvent être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment pour l'interruption ou le report de toute opération décidée par n'importe quel adhérent de la Centrale d'achats.

Article 4.3 Service de conseil et d'assistance

Les titulaires sont tenus de fournir un service de conseil et d'assistance aux adhérents, sous forme de plateforme téléphonique et/ou mail. Les titulaires indiquent dans leur offre le(s) contact(s) dédié(s) à chaque adhérent, les modalités d'accès au service et le délai de réponse sur lequel ils s'engagent pour répondre aux demandes des adhérents.

Le titulaire se doit d'accompagner les adhérents dans le choix des équipements de type ERP en fonction de leurs besoins. En effet, les précisions sur le type et la classification des ERP seront communiquées si besoin par les établissements réalisant la commande.

Article 4.4 Transport et distribution

Les titulaires sont tenus de livrer sur l'ensemble des sites de livraison du présent accord-cadre, dans le respect des plages horaires définies avec chaque adhérent. Les risques afférents au transport des produits jusqu'au lieu de livraison incombent au titulaire concerné.

Article 4.5 Confidentialité

Les titulaires et leur personnel sont tenus, sans limitation de durée, par une stricte obligation de secret et de discrétion concernant les informations de toute nature, écrites ou orales, relatives à l'activité, à l'organisation et au personnel de l'ensemble des adhérents de la Centrale d'achats que l'exécution du présent accord-cadre l'amènerait à connaître.

Les titulaires reconnaissent que toute divulgation lèserait les intérêts des adhérents de la Centrale d'achats et engagerait leur responsabilité.

Article 4.6 Assurance

Les titulaires doivent justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de contrats d'assurance permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la Centrale d'achats, des adhérents et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de l'accord-cadre. Cette justification est effectuée au moyen d'une attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

La prise d'effet de l'accord-cadre est subordonnée à la remise de l'attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution, le titulaire doit être en mesure de fournir cette attestation d'assurance sur demande du n'importe quel adhérent dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Les titulaires demeurent seuls responsables, sans recours auprès de la Centrale d'achats, envers les tiers, y compris le personnel d'un des adhérents, de tous les accidents qui pourraient se produire dans l'accomplissement de sa mission.

La responsabilité des titulaires s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par contrat et ne se termine qu'à l'expiration de ce dernier.

Leur responsabilité protège la Centrale d'achats contre toute réclamation pour blessures et dommages aux biens, d'où qu'elle provienne.

Article 4.7 Obligations relatives à la sous-traitance

La sous-traitance n'est pas autorisée pour les marchés de fournitures courantes.

Elle n'est autorisée que pour les prestations de service liées à l'exécution du marché.

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Article 5 Modalités d'émission des bons de commande et des bons de livraison

Article 5.1 Bon de commande

Par principe, et sauf dérogation expresse d'un des adhérents, les bons de commande doivent mentionner :

- ❖ Le numéro unique d'identification du bon de commande ;
- ❖ Le numéro de référence de l'accord-cadre ;
- ❖ L'adhérent concerné ;
- ❖ L'unité de gestion et l'établissement ayant passé la commande ;
- ❖ La désignation complète du produit et la référence du B.P.U. ;
- ❖ Les quantités demandées ;
- ❖ Le conditionnement ;
- ❖ La date et le lieu de livraison ;
- ❖ Les prix unitaires H.T. livrés ;
- ❖ Le montant global H.T. de la commande.

Chaque adhérent se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur les bons de commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS., les titulaires bénéficient d'un délai de deux jours ouvrés à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion, pour notifier au signataire du bon de commande toutes les observations qu'ils estiment nécessaires.

Les titulaires sont informés qu'il est possible de décommander une commande jusqu'à 72 heures avant la date de livraison prévue sans qu'il ne puisse être porté préjudice financier à l'établissement concerné.

Article 5.2 Bon de livraison

A chaque bon de commande doit correspondre un ou plusieurs bons de livraison remis, par le titulaire au responsable du service acquéreur.

Le bon de livraison comprend, au minimum, les renseignements suivants :

- ❖ Le nom du fournisseur ;
- ❖ La référence du bon de commande ;
- ❖ La nature des fournitures livrées ;

- ❖ Les quantités des fournitures livrées.

Le double du bon de livraison, signé par le réceptionnaire, vaudra procès-verbal de réception.

Article 5.3 Documents à fournir

Chaque livraison sera accompagnée d'un bon de livraison.

Documentation technique : le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation rédigée en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct du matériel livré et à son entretien courant. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

Article 6 Description des prestations

Article 6.1 Modalités de livraison

Les franco de port sont les suivants :

INTITULE DE L'ACCORD-CADRE	Montant H.T.
Fourniture de matériels électriques	200 €

Les différents points de livraison et contacts sont indiqués au sein de l'annexe n°1 du présent C.C.P

La livraison comprend l'acheminement du matériel à l'accueil de la résidence, le retrait et l'enlèvement des emballages et la fourniture de manuels d'utilisation en langue française si besoin.

Par défaut et sauf indication contraire, les commandes seront livrées aux adresses précisées dans l'annexe 1 « Liste des points de livraison ».

Les palettes Europe seront mises à disposition pour que la livraison suivante le distributeur les reprennent. Si manquement de reprise par le distributeur, il ne pourra imputer le coût au Crous.

Les montants des frais de reprises seront précisés au CRT, en cas de reprise imputable au titulaire les frais de reprises sont à sa charge exclusive.

Lorsqu'un même opérateur économique se voit attribuer plusieurs lots, un seul franco de port est applicable. Par ailleurs, les franco de port s'apprécie à la livraison indistinctement qu'il s'agisse d'articles commandés au BPU et/ou catalogue.

En cas de rupture produit à la responsabilité du fournisseur ou livraison partielle, entraînant une relivraison sans que le franco ne soit atteint, les frais de livraison ne devront pas être appliqués.

Les frais de livraison sont facturés et inscrits sur la facture des produits livrés, le coût du transport est compris dans le prix fixé dans le B.P.U.

Article 6.2 Obligations respectives liées à la livraison

Les titulaires sont réputés connaître la diversité des structures des adhérents de la Centrale d'achats.

Les titulaires ne peuvent se prévaloir, pour se décharger de leurs obligations, de la faible capacité de stockage de certaines unités de gestion. Les frais de transport des fournitures sont à la charge du titulaire, qui effectue les livraisons, sauf concernant les commandes inférieures aux franco de port.

Le cas échéant, un adhérent peut opter pour un retrait au comptoir des produits. Le titulaire s'engage à proposer dans son offre (CRT et mémoire technique) un réseau d'agences pouvant mettre à disposition les fournitures objet du marché. Il est fortement préconisé que le titulaire propose dans son offre (CRT et mémoire technique) pour chaque établissement adhérent une agence dite « de référence », à proximité de l'établissement.

Néanmoins, le Titulaire s'engage à ce que son réseau d'agences puisse servir les établissements adhérents, quel que soit le lieu.

Les titulaires sont tenus de livrer les articles aux heures et aux fréquences décidées par chaque responsable de site ainsi qu'aux jours convenus avec eux, selon la capacité de stockage. Par défaut, les horaires de livraison sont de 7 à 11 heures. Ces éléments seront précisés lors de la réunion de cadrage à l'initiative du titulaire, prévue au début du marché.

Les titulaires sont tenus de s'assurer des contraintes techniques et des conditions d'accès aux lieux de livraison. Les titulaires supportent seuls les frais afférents au déchargement de marchandises pondéreuses, fragiles ou volumineuses.

La livraison effectuée par le titulaire à l'adhérent doit être conforme au bon de commande établi. Au moment de la réception de cette dernière, l'adhérent doit se charger d'établir un inventaire complet afin d'avoir la capacité d'effectuer un retour au fournisseur si besoin est, attestant de la non-conformité du produit commandé. Toutefois, dans la configuration où, une reprise d'un produit commandé par l'adhérent devrait être opérée par le titulaire, cette dernière serait aux frais exclusifs de l'adhérent en tort.

Article 6.3 Conditionnement des palettes

Les titulaires sont tenus de s'assurer des contraintes techniques et des conditions d'accès aux lieux de livraison. La manutention jusqu'aux lieux de stockage est à la charge des titulaires.

A cet effet, pour des raisons d'ergonomie et d'utilisation des personnels des adhérents de la Centrale, les produits sont conditionnés de préférence en cartons n'excédant pas 20 kilos.

Le choix d'une palette appropriée, des emballages collectifs et une disposition appropriée des charges sur la palette peuvent minimiser le risque de dommages à chaque étape de l'expédition – de l'achèvement au transport et au déchargement.

Les magasiniers et les préparateurs de commandes sont responsables de la distribution des marchandises sur la palette. Cependant, il appartient au fabricant de sélectionner le bon emballage pour la marchandise, ainsi que de choisir une palette adaptée au type de charge.

Ainsi, il est impératif d'examiner l'état technique des palettes avant d'empiler les marchandises. Il doit être vérifié :

- Si la palette est cassée ou fissurée, dans le cas de palettes en bois – si le bois pourrit ;
- Si elle est propre et non humide ;
- Si les colis demeurent homogènes et appartiennent au même type d'emballage et à la même capacité ;
- Si tous les cartons/colis sont orientés sur la palette de façon à rendre l'étiquetage visible de l'extérieur de la palette ;
- Si tous les matériaux d'emballage sont fabriqués avec des matériaux sans danger et convenant à l'usage auquel ils sont destinés. Ils ne doivent transmettre au produit aucune substance toxique, ni aucune odeur ou saveur indésirable ;
- Enfin, que le titulaire veille également à éviter tout suremballage des produits.

Les emballages de type cagettes ou autres matériels logistiques réutilisables par le titulaire devront être récupérés au plus tard lors de la livraison suivante. Un système de consignation peut être mis en place afin de limiter le recours aux suremballages.

La limitation de la hauteur des palettes à 1,80 mètres doit être impérativement respectée et ce, pour des raisons de sécurité, sous peine de refus de la livraison.

Article 6.4 Garanties des vices cachés

Les prestations font l'objet de la garantie technique annuelle prévue à l'article 28 CCAG FC-S.

La fourniture est garantie par le titulaire contre tout vice caché, c'est à dire inapparent à première vue à l'instant de la livraison ou de l'ouverture du carton contenant le produit.

En cas de vice caché, la marchandise est remplacée par le titulaire ou, éventuellement, une réfaction est appliquée sur le prix de la fourniture, au gré de l'adhérent concerné.

Article 7 Spécificités techniques

Article 7.1 Normes et spécifications techniques à respecter

La fourniture, objet du marché, doit être conforme à la réglementation en vigueur le jour de la commande, et en particulier (liste non-exhaustive) :

Normes et réglementations relatives aux spécifications techniques des équipements :

Les matériels électriques et électroniques prévus au marché et mentionnés dans les règlements ou directives « Nouveau cadre législatif » disposeront du marquage CE conformément au règlement (CE) n° 765-2008 du 9 juillet 2008,

Le marquage CE sera précisé selon les règles en vigueur :

- Il est constitué du sigle « CE » et, le cas échéant, du numéro d'identification de l'organisme notifié qui intervient dans la phase de contrôle de la production.
- Il est apposé sur le produit lui-même, à défaut sur l'emballage ou le document d'accompagnement.
- Le symbole visuel du marquage CE devra être visible, lisible, indélébile.

Les fiches techniques des matériels prévus au marché préciseront l'ensemble des labels applicables, notamment les labels nationaux tels que le NF ou RT2020.

Les références proposées respecteront les mesures de protection de la santé humaine et de l'environnement prévues par la Directive 2011/65/UE, dite RoSH 2.

Les produits seront conformes Décret n° 2019-1431 du 23 décembre 2019 renforçant les exigences de la réglementation sur les limitations en substances dangereuses en diminuant les seuils d'acceptabilité

dans les produits et à l'Arrêté du 4 mai 2022 modifiant l'arrêté du 5 mars 2020 relatif à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques.

Conformément à la directive REACH (Registration, Evaluation, Authorisation and Restriction of Chemicals), les candidats doivent, sur demande, communiquer la liste des substances dangereuses contenues dans son produit (dite liste SVHC, Substances of Very High Concern).

Les références feront l'objet d'une déclaration UE de conformité, au regard des dispositions de la Directive 2014/35/UE, dite Basse Tension, du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché du matériel électrique destiné à être employé dans certaines limites de tension.

Les Profils Environnementaux des Produits du marché pourront être présentés pour chacune des références dans un document du type PEP ecopasseport conformément à la norme XPC-08-100-1 et le PCR ed.3. Ces évaluations de l'impact environnemental devront prendre en compte l'ensemble du cycle de vie du produit, de l'extraction des matières premières à sa fin de vie,

Le titulaire du marché s'engage à ne proposer que des produits et services sûrs au regard des dispositions de l'article L 421-3 du Code de la consommation concernant l'obligation générale de sécurité (OGS).

Les références proposées par les candidats seront conformes à l'ensemble des normes spécifiques aux établissements recevant du public (ERP), définis par le Code de la construction et de l'habitation, Livre Ier, Titre II, Chapitre III, Section 1, article R123-2.

Les précisions sur le type et la classification des ERP seront communiquées si besoin par les établissements réalisant la commande.

Normes et réglementations relatives à la protection des utilisateurs :

Les références proposées seront conformes aux textes réglementaires relevant du Code du travail, aux arrêtés pris pour leur application ainsi qu'aux extraits des circulaires du ministère du Travail.

Les instructions relatives à la sécurité électrique (panneaux d'affichage par exemple) seront conformes au Décret n°88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail (titre III : Hygiène, sécurité et conditions du travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

Les EPI doivent être conformes aux règles techniques de conception précisées dans le Code du travail et faire l'objet du marquage de conformité CE.

Les équipements de protection individuels (EPI) proposés contre les risques électriques seront de catégorie III (risque mortel selon le règlement (UE) 2016/425 du Parlement européen et du Conseil), ils doivent à minima :

- Être marqués CE (conformité de la Communauté européenne : certification conforme aux obligations) ;

- Préciser l'année de fabrication ;
- Faire référence à la norme utilisée pour la conformité ;
- Pour les EPI isolants : préciser la classe d'isolation ;
- Permettre d'identifier l'organisme ayant procédé à l'examen UE de type de l'équipement (quatre chiffres) ;
- Être accompagné de la notice d'instructions (conditions d'utilisation et de stockage, de nettoyage, délais de péremption...) en français ;
- Être accompagné d'une déclaration UE de conformité.

En plus du marquage réglementaire CE, l'EPI conforme à une norme, comportera un marquage normatif.

Normes et réglementations relatives à la performance énergétique :

Les produits enregistrés dans la base de données EPREL, présenteront une « étiquette énergétique » et une « fiche d'information sur le produit » pour les catégories de produits concernés, conformes aux :

- Règlement (UE) 2017/1369 du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2017, établissant un cadre pour l'étiquetage énergétique et abrogeant la directive 2010/30/UE
- Règlement délégué (UE) 2019/2015 de la Commission du 11 mars 2019 complétant le règlement (UE) 2017/1369 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne l'étiquetage énergétique des sources lumineuses et abrogeant le règlement délégué (UE) n° 874/2012 de la Commission.

Le périmètre de la RSE, évoqué au CRT sera conforme aux thématiques évoquées dans la norme ISO 26000.

Les candidats concernés devront se conformer aux dispositions prévues par l'article L 229-25 du code de l'environnement et le décret n° 2021-1784 du 24 décembre 2021 relatives au BEGES.

Normes et réglementations relatives au traitement des déchets :

Conformément à la Directive 2012/19/UE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE ou WEEE), les producteurs (fabricants, distributeurs et revendeurs) doivent participer à un programme de récupération et de recyclage.

Les articles concernés par la filière D3E sont définis dans l'Article R543-172 du Code de l'Environnement.

Conformément à l'article L.541-10 et [R. 543-172](#) à [R. 543-206](#) du Code de l'Environnement chaque producteur soumis au régime de la Responsabilité Élargie du Producteur, REP, doit financer, organiser et mettre en place des solutions de collecte, de réutilisation et de recyclage adaptées à son produit.

Arrêté du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques prévues à l'article 21 du décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements.

Le traitement relatif aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs, sera conforme aux Articles R. 543-124 à 134 du Code de l'environnement.

Les candidats auront la capacité de démontrer le respect des dispositions prévues dans la Loi AGECE, ou loi Anti-Gaspillage pour une Économie Circulaire, en particulier sur la conception des produits, les matériaux d'emballage et les filières de gestion des déchets

Les produits livrés doivent être de qualité saine, loyale et marchande.

Dans les marchés publics, la fourniture de matériels électriques est encadrée par diverses normes et réglementations visant à garantir la qualité, la sécurité, et la conformité aux exigences légales et environnementales. Les matériels électriques doivent répondre aux directives européennes et arborer le marquage CE (Conformité Européenne), attestant de leur conformité avec les exigences essentielles en matière de sécurité et de performance.

Doivent être connu par le titulaire : la Directive Basse Tension (DBT) : 2014/35/UE, relative à la sécurité des équipements électriques sous une tension de 50 V à 1000 V en courant alternatif ou de 75 V à 1500 V en courant continu ; et la Directive 2014/30/UE CEM (Compatibilité Électromagnétique) qui vise à garantir que le matériel électrique fonctionne correctement sans interférer avec d'autres équipements.

Aussi, et pour revenir au niveau des normes françaises, il est important de noter que la commande de matériels électriques doit inclure des critères relatifs à l'efficacité énergétique (ex. : LED pour l'éclairage public). Par ailleurs, depuis le décret n° 2021-254, les marchés publics doivent intégrer des clauses relatives à l'économie circulaire, favorisant les matériels recyclables ou économes en énergie.

Le titulaire doit impérativement pouvoir fournir la fiche technique, la notice d'utilisation ainsi que la FDES de chaque matériel qui en est doté, si la Centrale la demande. Ces documents sont fournis en version dématérialisée.

Le titulaire doit être à même de fournir également toute la gamme d'accessoires et d'outillage spécifique aux travaux électriques.

Clause environnementale pour les matériels électriques :

Avec l'accent croissant sur le développement durable, le code de la commande publique, impose des particularismes concernant les matériaux. En effet, ces derniers doivent être recyclables ou issus de matériaux recyclés ; réduire leur empreinte carbone (via l'utilisation d'achats responsables) ; répondre à des normes comme ISO 14001 (management environnemental) pour les fabricants.

Article 7.2 Spécificités des produits

Le titulaire est tenu de fournir des articles conformes aux exigences mentionnées dans le D.Q.E., aux fiches techniques actualisées fournies et aux descriptions du catalogue remis lors de la réponse à l'appel d'offre.

Dans le cas où les exigences DQE seraient différentes des spécificités réglementaires ou codes des usages professionnels, seules les premières pourront prévaloir dans le cadre du marché.

Le conditionnement des articles peut faire l'objet de modifications après accord de la Centrale d'achats. Les conditionnements utilisés devront être ergonomiques afin de faciliter une utilisation répétée.

Article 7.3 Emballage

Les produits doivent être emballés dans des contenants préservant les qualités du produit.

Les récipients, y compris les matériaux d'emballage, doivent être fabriqués avec des matériaux sans danger et convenant à l'usage auquel ils sont destinés. Ils ne doivent transmettre au produit aucune substance toxique.

Lorsque le produit est emballé dans des sacs, ceux-ci doivent être propres, robustes, solidement cousus ou scellés. Chaque emballage de produit devra obligatoirement être revêtu de sa date de fabrication ou de sa date limite d'utilisation.

L'emballage sera de type *perdu*. Il devra comporter un degré de résistance et de solidité suffisant en fonction de la manipulation dont il fera l'objet dans les différentes phases du transport et d'utilisation.

Les emballages utilisés seront conformes à la législation nationale et européenne ainsi que toute évolution en cours d'exécution du marché.

Les emballages plastiques seront conformes aux objectifs du Décret n° 2021-517 du 29 avril 2021 relatif aux objectifs de réduction, de réutilisation et de réemploi, et de recyclage des emballages en plastique à usage unique pour la période 2021-2025.

Les adhérents se réservent le droit de refuser un produit dont la date limite d'utilisation ou la date limite d'utilisation optimale serait trop proche de la date de livraison du produit selon les règles prédéterminées par les pièces du document de consultation des entreprises du présent marché.

La date limite d'utilisation, la Date Limite d'Utilisation Optimale ou le délai d'utilisation du produit devront être transmis à la collectivité. Le moyen sera laissé à l'appréciation du titulaire. Ce délai, pour information, pourra apparaître sur le CRT.

Article 7.4 Étiquetage

Le titulaire est tenu de fournir des produits dont l'étiquetage est en conformité avec la réglementation nationale et de l'Union européenne en vigueur. Le titulaire s'engage à appliquer, si possible, pour la traçabilité des produits, des étiquettes facilement détachables (type vignettes ou équivalent) résistantes à l'eau et indéchirables.

Les équipements doivent afficher un étiquetage énergétique (Directive 2010/30/UE), obligatoire pour certains types de matériels comme les appareils électroménagers et les équipements d'éclairage.

Article 7.5 Maîtrise des risques sanitaires

Les risques sanitaires liés à la fourniture de matériels électriques dans les marchés publics peuvent être variés et toucher aussi bien les travailleurs, les usagers finaux que l'environnement.

Certains matériels électriques contiennent des substances toxiques comme le plomb, le mercure, le cadmium, ou les retardateurs de flamme bromés. Ces substances peuvent affecter la santé des personnes qui les manipulent ou qui sont exposées à des émanations toxiques.

L'exposition prolongée à ces substances peut causer des troubles neurologiques, respiratoires ou des maladies chroniques comme le cancer.

Les appareils mal conçus ou de mauvaise qualité peuvent générer des champs électromagnétiques non conformes, ce qui peut causer des troubles tels que maux de tête, fatigue ou insomnie chez les personnes sensibles.

Aussi, des matériels électriques de mauvaise qualité ou non conformes aux normes peuvent entraîner des courts-circuits, des surchauffes, ou des incendies. Ces incidents mettent en danger la vie des usagers et des travailleurs.

Les professionnels ont l'obligation de déclarer leurs rappels de produits sur le site officiel Rappel Conso en application de l'article L423-3 du Code de la consommation. Les procédures de retrait et rappel seront transmises par le titulaire du marché, sans délai, à la Centrale d'achats ainsi qu'aux adhérents concernés, les éléments de traçabilité nécessaires à son traitement :

- Référence du produit
- N° lot/ DDM/DLUO
- Liste des points de livraison du réseau concernés
- Motif de l'alerte
- Devenir du produit

Des adresses électroniques dédiées exclusivement à la diffusion des alertes sanitaires sont mises en place pour chacun des adhérents ainsi que la Centrale d'achats. Cet outil sera obligatoirement privilégié par le titulaire, qui pourra éventuellement le compléter d'appels téléphoniques.

En cas de non-conformité émise par le réseau, démontrant un risque pour la sécurité des utilisateurs ou la réputation des Crous, notamment suite aux contrôles des installations électrique, la Centrale d'achats se réserve le droit de demander le retrait des produits ou lots concernés.

Article 7.6 Mesures de prévention et recommandations

Pour minimiser les risques sanitaires liés à l'usage de matériels électrique, il est recommandé aux adhérents de :

- ❖ S'assurer que tous les matériels fournis sont conformes aux normes de sécurité en vigueur ;
- ❖ Former les personnels chargés de l'installation et de l'entretien sur les risques et les bonnes pratiques ;
- ❖ Prévoir des solutions de recyclage et de traitement des équipements usagés pour limiter les impacts environnementaux et sanitaires ;
- ❖ Contrôler régulièrement les installations électriques pour détecter les éventuelles anomalies.

Article 7.7 Engagement sur les marques et produits

Le titulaire est tenu de livrer des produits correspondants aux marques renseignées dans son offre.

En cas de rupture de stock, définitive ou ponctuelle, ou de tout évènement ayant pour effet la disparition ou la non-commercialisation d'une marque, le titulaire est tenu d'en informer, par courriel, **dans un délai de 5 jours ouvrés**, la Centrale d'achats et de proposer un produit de substitution.

Ainsi, deux situations sont à distinguer :

- ❖ Dans la configuration d'une rupture définitive d'un produit ou de plusieurs produits : le titulaire ne pouvant, en aucun cas, imposer unilatéralement une nouvelle marque, le changement de marque sera soumis à l'approbation de la Centrale d'achats après envoi de fiches techniques et/ou d'échantillons.
- ❖ Dans la configuration d'une rupture ponctuelle, le titulaire propose :
 - Soit un article équivalent de même nature prévu au catalogue et possédant un tarif qui soit le plus avantageux possible au client ou bien au tarif du produit livré ;

A noter, qu'en cas de proposition de la part du titulaire d'un produit de remplacement plus cher que le produit initial en rupture sera d'office refusé. Tous les articles de remplacement doivent être au prix de l'article initialement commandé par le client.

Ces éléments seront transmis pour approbation à la Centrale d'achats à l'adresse : centrale@crous.fr

A défaut d'accord avec le titulaire, chaque adhérent de la Centrale d'achats peut décider de recourir à un autre fournisseur conformément aux dispositions de l'article 13.2 du présent CCP, ou d'appliquer les clauses prévues aux articles 36 et 45 du CCAG-FCS.

Article 7.8 Evolutions et mises en conformité

Dans le cadre de l'amélioration des pratiques, le titulaire s'engage, sans contrepartie financière, à faire bénéficier aux membres du groupement :

- ❖ Toute évolution technique dont il serait détenteur et qui améliore l'utilisation ou la sécurité des produits ;
- ❖ Toute mise en conformité technique résultant d'une évolution ou d'une modification législative ou réglementaire pour l'ensemble des produits.

Article 7.9 Fiche technique

La Centrale se réserve le droit de revenir vers le titulaire afin de lui demander une fiche technique particulière en fonction d'un produit spécifique.

Dans la configuration où cette dernière serait réclamée, elle devra comporter les éléments exigés dans le CRT.

La non remise de ce document entraînera pour le titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité conformément à l'annexe 2 du C.C.P.

Article 8 Modalités de contrôle, suivi et relations commerciales

Article 8.1 Suivi de l'accord-cadre

Le titulaire est tenu de communiquer à chaque adhérent un référent afin d'assurer le suivi des prestations courantes du présent accord-cadre.

Le titulaire est par ailleurs tenu de communiquer à la Centrale d'achats un contact privilégié chargé du suivi global de l'accord-cadre, au sein de l'annexe 2 "Données Fournisseurs". Le titulaire est tenu de communiquer à la Centrale d'achats un contact privilégié chargé de la qualité et la sécurité sanitaire.

Un compte rendu de suivi commercial devra être envoyé à : centrale@crous.fr au semestre.

Les coordonnées des personnes représentant le titulaire sont indiquées au cadre de réponse technique. En cas de changement, le titulaire est tenu d'en avertir la Centrale d'achats ainsi que l'adhérent concerné.

Les dysfonctionnements mineurs qui pourraient survenir au cours de l'exécution de l'accord-cadre sont traités au niveau de chaque unité de gestion et de l'adhérent concerné.

Les dysfonctionnements majeurs qui pourraient survenir au cours de l'exécution de l'accord-cadre sont traités par la Centrale d'achats.

Il est entendu par dysfonctionnement majeur les changements unilatéraux de prix et toute récurrence de dysfonctionnement mineur.

Article 8.2 Le portail électronique de commandes du titulaire

Il est souhaité que la saisie des commandes puisse être dématérialisée et réalisée à partir d'une plateforme proposée par le titulaire. Il en assure la mise en place, le paramétrage, ainsi que la formation des utilisateurs concernés.

Dès la notification du marché public, le titulaire prendra contact avec chaque établissement adhérent afin de définir les modalités de mise en œuvre de cette formation.

Ce portail offre toutes les garanties de rapidité, sécurité et fiabilité.

Il propose obligatoirement les fonctionnalités suivantes :

- ❖ Un accès au catalogue général remis des produits distribués par le titulaire (critères de recherche d'article, visualisation des articles, informations techniques, etc...) ;

- ❖ Un accès punch out au catalogue « restreint » pour les établissements adhérents (accès aux produits constitutifs des lots afférents uniquement avec les prix nets en vigueur, mais fermé aux autres produits) ;
- ❖ Une identification des demandeurs (code, libellé, mot de passe...) ;
- ❖ La constitution d'une liste type/d'un panier type (ex : liste constituée des références du document financier dit "DQE", liste de produits préférés pour chaque point de commande,) ;
- ❖ La facilité de gestion d'une commande (réalisation rapide, modification, rappel, impression, gestion des BL, historique...) ;
- ❖ Des impressions diverses ;
- ❖ La traçabilité des livraisons ;
- ❖ Des statistiques de consommation ;
- ❖ Des dispositifs d'aide aux utilisateurs (hotline,).

Le titulaire s'engage à assurer la maintenance de son portail électronique de commande et en garantissant la pérennité sur toute la durée du marché public.

La maintenance et l'évolution technologique du portail électronique de commande du titulaire, ainsi que les éventuelles interfaces avec les systèmes d'information des établissements adhérents, sont à la charge du titulaire.

Article 8.3 Suivi de l'exécution du marché

Données statistiques

Le Titulaire s'engage à fournir trimestriellement à la Centrale d'achats le taux de service global et un état consolidé des consommations de l'ensemble des adhérents.

Ces éléments doivent être communiqués à l'adresse mail : centrale@crous.fr

Un rapport d'activité semestriel est attendu :

Ce rapport présentera une synthèse par établissement, reprenant les informations suivantes :

- ❖ Un Bilan sur le suivi des commandes et des livraisons ;
- ❖ Les produits commandés (par famille de produits) ;
- ❖ Le détail des dysfonctionnements, s'il y a lieu ;
- ❖ Le coût € TTC du montant du marché (par famille de produits) ;
- ❖ Délais de livraison moyen ;
- ❖ Suggestions utiles qui permettront d'améliorer le suivi du marché.

L'absence de remise du rapport semestriel est sanctionnée par une pénalité dont le montant est fixé à l'annexe 2 du présent CCP.

Article 8.4 Contrôles et vérifications exercés par chaque adhérent

Chaque adhérent se réserve le droit de procéder à tout type de contrôles afin de s'assurer de la quantité et de la qualité des prestations du présent accord-cadre.

Chaque adhérent de la Centrale d'achats se réserve le droit de vérifier l'exactitude des bons de livraison et des factures par rapport aux éléments sur lesquels le titulaire s'est engagé dans le cadre de son offre.

Les adhérents de la Centrale d'achats suivent, pour la part qui les concerne, l'évolution de la volumétrie de vente du présent accord-cadre et veillent au respect de la part catalogue.

Article 8.5 Contrôles et vérifications exercés par la Centrale d'achats

La Centrale d'achats se réserve le droit de vérifier, par tous moyens, la loyauté et la sincérité des prix pratiqués par le titulaire.

Le titulaire est tenu de présenter à la Centrale d'achats, mensuellement ou sur demande dans un délai de 5 jours, un compte rendu regroupant :

- La consommation globale et détaillée par adhérent (catalogue), sous la forme du tableau

Excel © ou équivalent suivant :

Adhérent	Site livré	Marché et lot	Produits BPU ou catalogue	Libellé produit titulaire	Poids livré	Nombre de livraison	Poids moyen livré	Coût moyen livré	C.A. hors TVA

La Centrale d'achats se réserve le droit de vérifier, par tous moyens, la loyauté et la sincérité des prix pratiqués par le titulaire.

La Centrale d'achats se réserve également le droit de réaliser des audits au sein des usines du titulaire et de ses fournisseurs ou producteurs.

La Centrale d'achats vérifie, par tous moyens, que le titulaire est en conformité avec les exigences fixées au présent CCP.

Le titulaire est tenu de présenter chaque année, à la Centrale d'achats, un rapport d'activités et de performance relatif au présent accord-cadre.

Le titulaire est tenu de fournir, sur simple demande de la Centrale d'achats et dans un délai de deux jours ouvrés, tout élément prouvant ou susceptible de prouver le respect des règles de salubrité et de sécurité imposée dans le cadre de la réglementation intéressant sa profession.

Les différents documents, comptes-rendus et demandes doivent impérativement être transmis à l'adresse mail suivante : centrale@cnous.fr sans quoi ils seront considérés comme non reçus et soumis à l'annexe 2 pénalités.

La non remise de ces documents entraînera pour le titulaire, sans mise en demeure préalable, une pénalité conformément à l'annexe 2 du C.C.P.

Aussi, le titulaire se doit de répondre à toutes demandes d'informations relatives au suivi des marchés à la Centrale d'achats dans un délai raisonnable de 5 jours ouvrés, sans quoi il s'expose à des pénalités équivalentes à celles précitées.

Article 8.6 Encadrement des relations commerciales

La Centrale d'achats dispose de l'exclusivité des relations commerciales suivantes :

- ❖ Ajout et suppression d'articles ;
- ❖ Offres promotionnelles ;
- ❖ Suivi et statistiques de vente ;
- ❖ Suivi des rapports de visite et d'audits ;
- ❖ Suivi des non-conformités majeures.

Ces éléments seront communiqués pour validation à l'adresse générique : centrale@cnous.fr

Article 8.7 Portée des clauses du présent CCP

Toute tolérance ou permission de l'une des parties au présent accord-cadre concernant le respect des clauses du présent CCP ne saurait être considérée comme une renonciation à demander l'exécution desdites clauses.

Article 9 Les pénalités et réfections

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les titulaires ne sont pas exonérés des pénalités dont le montant total ne dépasserait pas mille euros hors taxes (1000€HT).

La liste des pénalités, et les montants associés, sont définis en annexe n°2 du présent CCP. Toutes les pénalités décrites sont cumulables.

Les pénalités sont prononcées par l'adhérent concerné ou la Centrale d'achats. Le titulaire est tenu de fournir, à chaque date anniversaire et à la Centrale d'achats, la liste des pénalités versées.

En cas de contestation le titulaire devra informer la personne publique dans un délai maximal de 8 jours calendaires à compter de la réception de ce décompte. Passé ce délai, son silence vaudra acceptation des pénalités et réfections.

La décision d'admission, d'ajournement, de réfaction, ou de rejet est prise par le directeur du site concerné ou son représentant.

Article 10 Prix de l'accord-cadre

Article 10.1 Référence et consistance des prix

Les prix des fournitures sont fixés conformément au catalogue (affectés de la remise consentie) du titulaire en vigueur à la date de la signature du marché, et annexé au présent marché. Ce catalogue sert de référence pour toute commande effectuée dans le cadre du marché.

Le catalogue devra faire apparaître dans des colonnes différentes le prix public et le prix remisé.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance, au transport jusqu'au lieu de livraison, au déchargement ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations y compris la taxe sur les activités polluantes, les marges pour risque et les marges bénéficiaires, les cotisations, contributions, et autres droits et accises.

Article 10.2 Contenu des prestations et achat sur catalogue

Les commandes sont réalisées sur catalogue ou offre promotionnelle. Le titulaire du marché doit fournir le nouveau tarif public auquel doit être joint le catalogue en cours ainsi qu'un lien téléchargeable en ligne présentant les produits et comportant notamment les prix correspondants aux articles références dans le DQE.

Pour les fournitures commandées sur le catalogue public du titulaire, les prix de référence du marché sont les prix nets HT figurant au tarif public du titulaire en vigueur à la date des offres, ou révisés selon les modalités décrites à l'article 10.2 affectés du % des taux de remise minimum. Ce taux sera constant pendant toute la durée du marché.

Les prix du catalogue public tarifé du titulaire, sont les tarifs publics, auxquels sont appliqués les pourcentages de remise, conformément au DQE du titulaire à la date de dépôt de l'offre. Les prix du catalogue sont fermes pour une période d'un an (date d'anniversaire du présent accord-cadre), et jusqu'au moment de la relance du marché subséquent.

Dans le DQE, le candidat doit renseigner le pourcentage de remise qu'il consent à appliquer aux produits présents dans son catalogue. Ainsi, les prix, déjà remisés, qui apparaîtront ne pourront plus évoluer et seront considéré comme les prix définitifs

Article 10.3 TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code Général des Impôts.

Article 10.4 Forme des prix

Les prix sont unitaires, forfaitaires ou mixtes selon les prestations prévues dans le cadre de l'accord-cadre. Ces prix s'appliquent à chaque marché subséquent émis dans le cadre du présent accord-cadre.

Les prix unitaires sont fermes durant toute la durée de chaque marché subséquent.

Le pourcentage de remise pourra être différent en fonction des familles produits recensés et devra apparaître dans l'annexe 1 de l'acte d'engagement.

Article 10.5 Relance annuelle et validité des prix

Lors de la remise en concurrence annuelle, la Centrale d'achats adressera une lettre de consultation aux titulaires de l'accord-cadre.

Sous un délai d'un mois à compter de la réception de la lettre de consultation, chaque soumissionnaire devra fournir le DQE complété avec les nouveaux tarifs en vigueur.

Après analyse, la Centrale informera les soumissionnaires du choix retenu.

Article 11 Modalités de règlement, facturation, délais de paiement et intérêts moratoires

Article 11.1 Date de formation des prix et facturation

L'article R.2162-5 du Code de la commande publique prévoit que les bons de commande ne peuvent être émis que pendant la durée de validité de l'accord-cadre auquel ils se rattachent.

Les prix à payer sont ceux applicables à la date de la commande. Les prix indiqués dans chaque marché subséquent sont exprimés en euros, hors taxes (HT). La TVA applicable sera précisée sur chaque facture.

Sauf avis contraire de l'un des adhérents, la rémunération du titulaire est versée après la réception, par l'unité de gestion concernée, de la facture correspondant à la livraison. Les factures doivent notamment comprendre, outre les mentions légales :

- ❖ Le numéro de l'accord-cadre ;
- ❖ Le numéro de facture ;
- ❖ Les noms et adresses du créancier ou la raison sociale ;
- ❖ Le numéro du registre du commerce et le numéro SIRET ;
- ❖ Le numéro de son compte bancaire international IBAN, conforme à l'acte d'engagement ;
- ❖ Le numéro de nomenclature concerné ;
- ❖ La date de commande ;
- ❖ La date et le lieu de livraison ;
- ❖ Le produit livré ;
- ❖ Le conditionnement ;
- ❖ Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage ;
- ❖ Les prix unitaires et totaux H.T. et T.T.C. ;
- ❖ Les frais supplémentaires de livraison dans les cas où les montants de franco ne sont pas atteints ;

Chaque adhérent se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur la facture.

Par ailleurs, le titulaire est informé qu'une facturation dématérialisée est mise en place. Chaque adhérent communique aux titulaires les éléments pratiques permettant la dématérialisation des factures via Chorus Pro.

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures dématérialisées sont transmises via la plateforme <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Article 11.2 Facturation électronique obligatoire

En application des articles L. 2192-1 et suivants et Article D. 2192-1 et suivants du Code de la commande publique, le titulaire doit transmettre ses factures sous forme électronique.

Conformément à l'article D. 2192-2, la facture électronique doit comporter les éléments suivants :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
3. Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
4. En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
5. Le code d'identification du service en charge du paiement ;
6. La date de livraison des fournitures ;
7. La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
8. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
9. Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
10. Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
11. Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures doivent également comprendre, outre les mentions légales :

1. Le numéro de l'accord-cadre ;
2. Le numéro de son compte bancaire international IBAN, conforme à l'acte d'engagement ;
3. Le numéro de nomenclature concerné ;
4. La date d'émission du bon de commande ;
5. Le lieu de livraison ;
6. Le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage,
7. Les prix unitaires et totaux H.T. et T.T.C.

Chaque adhérent se réserve le droit de compléter ou de modifier les renseignements indiqués sur la facture.

Pour faciliter la facture électronique, la plateforme Chorus Pro permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

La transmission par la solution Chorus Pro constitue désormais l'unique mode autorisé de transmission des factures aux entités publiques. En cas d'envoi d'une facture par une autre voie, il sera rappelé au titulaire l'obligation de se conformer à l'envoi par voie électronique et la facture sera rejetée en application de l'article R. 2192-3 du Code de la commande publique.

Article 11.3 Délais de règlement

Sauf avis contraire de l'un des adhérents, la rémunération du titulaire est versée après la réception, par l'unité de gestion concernée, de la facture correspondant à la livraison.

Les délais de règlement applicables sont de 30 jours à compter de la réception de la facture sur le portail Chorus, les paiements ne s'effectuant qu'après certification du service fait.

Sauf avis contraire de l'un des adhérents pour des raisons structurelles liées à l'organisation de leurs services, la rémunération du titulaire est versée après la réception de la facture correspondant à la livraison. En aucun cas, le délai de paiement ne pourra être supérieur au délai de 30 jours dans les conditions prévues ci-avant.

Conformément à l'article R. 2192-15 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne court pas lorsque la facture a été transmise en dehors de la solution Chorus Pro.

En effet, en application de l'article R. 2192-15 du Code de la commande publique, le délai de paiement ne court qu'à compter de la date de notification au pouvoir adjudicateur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro.

Article 11.4 Intérêts moratoires

Conformément aux dispositions combinées du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, des articles L2192-10 et suivants et des articles R2192-10 et suivants du Code de la commande publique :

- Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification à l'adhérent du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro ;
- Le retard de paiement est constitué lorsque les sommes dues au créancier, qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par l'adhérent à l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement ;
- Dès le lendemain de l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché et jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse, le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en

vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;

- Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros ;
- Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de l'indemnité forfaitaire prévue à l'alinéa précédent, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification ;
- Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 11.5 Avances

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, et sous respect des conditions prévues aux articles R.2193-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique le versement d'une avance peut être prévu.

Une avance pourra être versée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois.

Le taux d'avance est fixé à 10 %.

Son montant excédant 5%, l'avance ne sera versée qu'après constitution d'une garantie à première demande conformément aux dispositions des articles R.2191-36 à R.2191-42 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'imputera par précompte dès la première facture émise au titre des prestations dont le montant est compris dans l'assiette de celle-ci

Article 11.6 Acomptes

En application de l'article R.2191-20 à R.2191-22 du Code de la commande publique, le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le cas échéant, le montant versé au titulaire est diminué de la fraction correspondante de la retenue de garantie mentionnée aux articles R.2191-32 à R.2191-35 du Code de la commande publique.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois.

Dans le cadre du présent accord, et lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise ou un artisan au sens de l'article 19 de la Loi du 5 juillet 1996, une société coopérative de production, un groupement de producteurs agricoles, une société coopérative d'artisans, une société coopérative d'artistes ou une entreprise adaptée, ce maximum est ramené à un mois à la demande du titulaire.

Article 11.7 Cession ou nantissement de créance

Les créances nées ou à naître, concernant le présent accord-cadre peuvent être cédées ou nanties.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R.2191-61 du Code de la commande publique est l'agent comptable du Cnous.

Le représentant du pouvoir adjudicateur remet au titulaire la copie du présent accord revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en un exemplaire unique en vue de lui permettre de céder ou de nantir des créances en résultant.

En cas de cotraitance, la copie du présent accord certifiée conforme à l'original en un unique exemplaire, destinée à être remise à un établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance, est délivrée au mandataire du groupement solidaire.

Toute cession ou nantissement est adressé à l'agent comptable du Cnous.

Par ailleurs, les fournisseurs étrangers ne peuvent céder ou nantir leur marché que sur la base du montant hors TVA.

Article 12 Principes et motifs de résiliation

Article 12.1 Motifs de résiliation

Outre les cas de résiliation mentionnés au chapitre 7 « Résiliation » du CCAG-FCS que la Centrale d'achats se réserve le droit d'appliquer, celle-ci peut demander la résiliation du présent accord-cadre aux torts du titulaire dans les conditions décrites à l'annexe n°2 du présent CCP.

Toutes résiliations prononcées aux torts du titulaire ne donnent lieu à aucune indemnisation.

Article 12.2 Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Le présent CCP prévoit, conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, que l'adhérent peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord prononcée aux torts du titulaire.

Les modalités d'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire sont fixées par l'article 45 du CCAG-FCS.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du présent accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 12.3 Résiliation pour motif d'intérêt général

La Centrale d'achats peut mettre fin à l'accord-cadre, pour motifs d'intérêt général, sans indemnité et à tout moment par décision de résiliation.

Article 13 Droit, langue, monnaie et juridiction applicable en cas de litige

En cas de litige, le droit français est applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent donc être rédigés en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Les contestations qui pourraient subvenir entre la Centrale d'achats et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Les dispositions administratives et financières sont réputées acceptées sans réserve par les deux parties. En cas de litige portant sur des problèmes techniques et plus généralement dans le cadre de service régulier du titulaire, la loi française est seule applicable.

Avant tout recours contentieux, les parties peuvent convenir d'engager avec le titulaire un processus transactionnel.

Les parties peuvent aussi le cas échéant soumettre leurs différends et litiges au comité consultatif de règlement amiable des litiges, (C.C.R.A.).



Dans le cas où un règlement amiable entre les parties des différends ou litiges susceptibles d'intervenir en cours d'exécution ne serait pas possible, le Tribunal Administratif compétent est :

Tribunal Administratif de Cergy Pontoise

2-4 boulevard de l'Hautil

95027 CERGY PONTOISE Cedex.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

Article 14 Dérogations au CCAG-FCS

L'Article 1.2 du présent CCP déroge à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS.

L'Article 3 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'Article 5.1 du présent CCP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS.

L'Article 6.3 du présent CCP déroge à l'article 10.1.4 du CCAG-FCS.

L'Article 9.2 du présent CCP déroge aux articles 10.1.1 et 10.2.2 du CCAG-FCS.

L'Article 11 du présent CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS.